

RÉSISTANCE SOCIALE



La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p. 2 : Solidarité internationale / p.3 à-6 : Place au débat / p. 7 : Actualité sociale / p.8 : Coup de gueule

L'ÉDITO

Nous terminons un été chaud dans tous les sens du terme. Le gouvernement a poursuivi son travail de sape de notre société. L'annonce de la privatisation de La Française des jeux serait presque passée inaperçue si on ne s'interrogeait pas sur un nouveau manque à gagner pour l'État ; et quid du loto du Patrimoine ? Macron et sa bande de malfrats –comment les nommer autrement ? On en perd tout respect des institutions !- poursuivent les suppressions de guichets dans les gares et des emplois y afférant, nous achèterons nos billets dans les débits de tabac ; ils suppriment aussi les Centres du Trésor Public, va-t-on prochainement payer nos impôts au tabac ?

En réponse, les mouvements citoyens n'ont pas cessé. Les comités de défense des services publics (maternités, bureaux de poste, guichets SNCF, écoles, hôpitaux...) n'ont pas suspendu leurs actions pendant les mois d'été. Largement appuyés par les populations locales, ils restent la preuve de l'attachement de notre peuple aux services publics facteurs d'aménagement du territoire et porteurs d'égalité.

L'été a vu également s'amplifier les grèves dans les services d'urgence des hôpitaux. Le plan présenté par la ministre Agnès Buzin n'a fait que mettre de l'huile sur le feu tant il était évident que, non seulement, il ne réglerait rien mais, qu'en plus, son financement dégraderait encore la situation des autres secteurs de l'hospitalisation.

Nous avons aussi eu droit à la réception par l'Assemblée nationale d'une jeune suédoise élevée par les médias au rang d'icône. La question climatique est grave. Et si l'Europe la subit, ce sont les pays du Tiers-monde, l'Afrique en tête, qui vont en pâtir le plus. Raison pour en traiter sérieusement. On ne sauvera pas la planète sans ses habitants.

C'est donc d'abord eux et leur vie quotidienne qu'il faut comprendre et prendre en compte. Il est scandaleux de demander à l'ouvrier creusois de se séparer de sa voiture diesel qui lui permet d'aller travailler, de faire ses courses,

de conduire les enfants à l'école ou sa femme à la maternité... alors que son salaire stagne, qu'il n'y a plus d'usine qu'au chef-lieu, que l'épicerie du village a disparu depuis des années, que l'école et l'hôpital ont été fermés.

Voulant frapper les esprits et sous prétexte de lutter contre les gaz à effet de serre, ceux qui manipulent Greta Thunberg l'ont emmenée à l'ONU en voilier skipperé par le fils de Caroline de Monaco. Cinq membres d'équipage ont pris l'avion pour se rendre à New-York ramener le bateau. De qui se moque-t-on ? Faire de cette gamine n'ayant, c'est elle qui le dit, aucun avis sur le CETA, une idole de la sauvegarde du climat ne fait guère avancer la cause... mais rapporte à ses sponsors. Aussi longtemps que la question sera traitée à coup de « marche pour le climat », aussi longtemps qu'elle sera accaparée –avec la complicité facile de nombre de politiques avides d'être dans le coup et tremblants de se faire montrer du doigt- par Leonardo Di Caprio, le prince Harry d'Angleterre, la famille de Monaco, Elton John et consorts, les COP 20, 21, 22, 23... pourront bien s'aligner, les grands de ce monde continueront, entre deux voyages en jet, de tancer sévèrement les petits... Et la terre de se réchauffer.

Cessons de tromper les généreux engagements de la jeunesse. Sortons de la dramatisation, de l'émotion facile et des prophéties apocalyptiques et faisons appel à la raison, à la science mais aussi à l'action politique et sociale pour expliquer quels sont les moyens pour surmonter les problèmes. C'est bien plus difficile et moins médiatique certes. Ce serait aussi plus digne de la gauche.

Sinon, un jour les Gilets jaunes cesseront de dire : « *vous pouvez être riches, célèbres, vous donner en spectacle... mais ne venez pas nous dire comment nous devons vivre* », ils se fâcheront pour de bon.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les transports aériens victimes du libéralisme

En France, *Aigle Azur* cherche –et trouvera peut-être par l'intermédiaire de la compagnie nationale- un repreneur. *XL Airways* vient, quant à elle de déposer le bilan. Mais il n'est pas qu'en France que ces compagnies à « bas coûts » -et bas services- rencontrent des problèmes. Créées toutes sur le même modèle et avec la même désinvolture vis-à-vis du personnel, payé au lance-pierre et rattaché à des pays où le droit du travail est faible.

La compagnie low-cost Ryanair est emblématique de ces faits. **Le mouvement de grève auquel elle est confrontée s'étend à toute l'Europe, partout pour les mêmes raisons : droit du travail non respecté, bas salaires et licenciements.**

Ryanair a annoncé durant l'été son intention de supprimer 900 emplois sur ses quelque 13.000 salariés et de fermer quatre bases en Europe. Depuis lors, la société fait face à plusieurs mouvements sociaux.

Espagne, Portugal, Royaume-Uni, Belgique et différemment, Irlande, sont les principaux pays concernés.



Les pilotes britanniques de la compagnie irlandaise, avec leur syndicat Balpa, ont voté en faveur d'une grève durant sept jours d'ici la fin du mois de septembre (les 18, 19, 21, 23, 25, 27 et 29). Ils avaient déjà suspendu leurs activités une première fois au mois d'août en raison de leurs conditions de travail. Ils protestent contre les conditions salariales, les retraites et les prestations de maternité.



En Irlande, par contre, la grève des pilotes irlandais initiée par un syndicat de pilotes a en revanche été bloquée par la Haute Cour de Dublin, au prétexte que la procédure de médiation n'avait pas été menée à son terme. Le syndicat irlandais prévoyait cet arrêt de travail de pilotes afin de protester contre leurs conditions salariales jugées insuffisantes. Les revendications portent également sur les retraites et les prestations de maternité.



Au Portugal, le personnel de cabine, avec le SNPVAC, syndicat d'hôtesse de l'air et stewards, a engagé une grève reprochant à Ryanair de ne pas avoir tenu compte d'engagements pris en novembre 2018 concernant la législation du travail.



En Espagne, les pilotes espagnols de la compagnie aérienne se croiseront ainsi les bras pendant cinq jours en septembre (les 19, 20, 22, 27 et 29) pour peser en faveur de meilleures conditions de travail après que les réunions de conciliation se sont avérées infructueuses. Une autre grève de dix jours en septembre se profile de la part du personnel de cabine pour protester contre des fermetures prévues de quatre (Tenerife, Lanzarote, Grande qui Canarie et Gérone) des seize bases aéroportuaires du transporteur.



En Belgique une "journée d'action de solidarité internationale" aura lieu le vendredi 27 septembre au sein du personnel de Ryanair, annonce mardi le syndicat chrétien CNE.



Ryanair s'organise en vue du Brexit, et ne cesse de développer sa filiale **autrichienne** Laudamotion, avec des conséquences sociales liées au droit du travail plus ou moins contraignant selon les pays, dénonce, entre autres, le syndicat espagnol USO.



Notons que l'**Italie** est également touchée par des grèves chez Alitalia avec l'annulation de dizaines de vols. A l'appel de l'intersyndicale Filt Cgil-Fit Cisl-Uiltrasporti, la grève concerne l'ensemble des pilotes, personnel navigant et au sol. Les syndicats réclament une vaste réforme du secteur, des règles plus contraignantes en matière de respect de la concurrence, plus de transparence dans l'attribution des marchés et des normes spécifiques contre le «dumping contractuel et salarial» imposé par un nombre croissant de compagnies.

Au Pays-Bas c'est KLM qui est touchée par une grève du personnel au sol pour demander une augmentation de salaire. Air France, Delta et d'autres compagnies de l'alliance SkyTeam ainsi que Transavia, la filiale à bas coût du groupe Air France-KLM, devraient aussi être touchées par la grève.

PLACE AU DÉBAT

Réforme à points des retraites

Par Jean-Claude CHAILLEY

❖ Pourquoi Macron prend le risque de cette « ultime » réforme ?

A Buzyn: « ce n'est pas un problème technique, c'est un projet de société... ».

Depuis la réforme Séguin - Balladur les pensions ont déjà perdu 25 / 30 %, l'âge moyen de départ à la retraite est déjà de 63,4 ans hors dispositifs de départs anticipés.

Donc si Emmanuel Macron prend le risque d'un conflit social majeur (risque devant lequel Nicolas Sarkozy avait renoncé) alors qu'il pourrait poursuivre, c'est qu'il y a des raisons plus profondes.

L'enjeu, ils le disent eux-mêmes :

- ▶ C'est un changement de société, le néolibéralisme pur et dur contre les droits sociaux, contre la solidarité, contre la réduction des inégalités. Un recul historique.
- ▶ Pour eux, c'est la réforme « ultime » car elle donne tous les pouvoirs aux gouvernements.

La réforme des retraites est indispensable pour achever tout statut, tout droit du travail, pour instaurer la FLEXIBILITE, la MOBILITE, à vie.

La flexibilité c'est la politique de l'Union européenne, de Macron, du MEDEF.

C'est pourquoi les réformes à points sont poussées dans toute l'Union européenne

Pour eux, l'avenir c'est la FLEXIBILITE, la MOBILITE, c'est aller « d'activité » en « activité » : chômage, puis statut d'autoentrepreneur, ubérisé ou non, puis peut-être une mission dans ce qui ne sera plus la fonction publique, puis un temps dans le privé, puis...

Rapport Delevoye :

« Les différences de règles entre régimes... peuvent freiner les mobilités professionnelles ». « Toutes les ACTIVITES seront donc prises en compte... quelle que soit la rémunération, même faible, qu'elles procurent ».

« La notion même de carrière disparaît » Lettre MonFinancier.com

Pour achever la destruction des statuts, du droit du travail, il faut détruire au préalable tous les régimes de retraite des salarié-e-s privé, public, régimes spéciaux, car les 6 derniers mois, les 25 meilleures années, ... sont incompatibles avec la flexibilité à vie.

Les femmes continueraient à avoir des salaires moindres que les hommes, à subir la précarité dans les décennies à venir. Selon Delevoye ça les « avantagerait » (!!!) **Les 42 régimes de retraite doivent disparaître, toutes les caisses de retraite doivent fusionner** : CNAVTS – régime général du privé - , AGIRC-ARRCO, CNRACL, IRCANTEC, FONCTION PUBLIQUE, REGIMES SPECIAUX,...)

❖ Individualisme de la réforme à points contre Sécurité sociale solidaire.

La Sécurité sociale, les différents régimes de retraite c'est des DROITS :

- Droit de partir à la retraite à un âge déterminé, par exemple à 62 ans (ou 60 ans)
- Droit de savoir quel sera le montant de la pension, par exemple 75 % du dernier salaire

C'est aux différentes caisses de retraite ou à l'Etat (fonction publique) de trouver les ressources pour respecter ces droits. C'est ce qu'on appelle un régime à prestations définies.

Avec la réforme à points, c'est l'inverse : on sait ce qu'on cotise, on ne sait pas quel montant de pension on aura, ni jusqu'à quand il faudra travailler pour avoir une chance de boucler le mois. C'est ce qu'on appelle un régime à cotisations définies.

Quant aux 17 millions de retraité-e-s on pourra baisser leurs pensions à tout moment.

La réforme à points c'est l'INCERTITUDE TOUTE SA VIE

- ▶ **La Sécurité sociale c'est la solidarité pour un budget de plusieurs dizaines de milliards qui réduit considérablement les inégalités, notamment pour les retraites.**
- ▶ **La retraite à points Macron / Union européenne : « 1 euro cotisé donne les mêmes droits... » c'est l'individualisme : aucune place pour la solidarité dans ce principe.**
- ▶ La retraite à points, disent-ils, « c'est l'équité ». L'équité sonne comme égalité mais c'est l'opposé, c'est la concurrence, le chacun pour soi, les « 1ers de cordée ».
- ▶ **Lorsqu'on ne travaille pas (maladie, accident, chômage, grossesse, handicap,...) on ne devrait pas avoir de points. A fortiori il ne devrait pas y avoir de pension de réversion. Impensable politiquement.**
Il y aura donc des dérogations, des points comptabilisés à part et financés à part par l'impôt et non la cotisation. C'est la poursuite de la fiscalisation – étatisation de la Sécu de Juppé.

❖ **Contrairement à ce qu'ils affirment ; ce ne sera PAS un régime « UNIVERSEL ».**

Il y a des dizaines de dérogations :

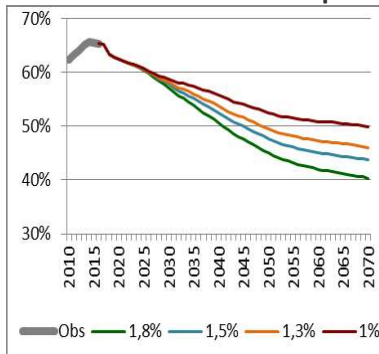
- **Un financement variable. Il n'y a que pour les salariés qu'il y aura 40 % de cotisations (part dite « patronale » et part dite « salariale », toutes 2 une partie du salaire).**
- Des raisons politiques (journalistes) ;
- ▶ Des professions, notamment régaliennes ; **pompiers, militaires, policiers. Ça prouve que s'il y a différents régimes c'est qu'il y a des raisons.**
- ▶ **Mais alors pourquoi ils s'attaquent aux régimes spéciaux, à la fonction publique ?**

Contrairement à la propagande visant à opposer tout le monde contre tout le monde **les pensions des différents régimes sont à peu près équivalentes à qualification égale.**

➔ Mais s'il y avait des inégalités, il faudrait harmoniser par le haut et non par le bas.

❖ **La retraite à points c'est la baisse permanente des pensions.**

Dans les années et décennies à venir le nombre de retraité-e-s devrait augmenter. **Il faudrait augmenter les cotisations. Or, le rapport Delevoye exige le plafonnement du budget à 13,8 % du PIB ainsi que le plafonnement des cotisations. Donc chaque retraite baissera.**



Le COR – Conseil d'Orientation des Retraites - prévoit une baisse permanente des pensions, jusqu'en **2070 et au-delà.**

Pour les enfants la galère est déjà programmée !

La réforme à points permet de BAISSER les pensions à tout moment
En Suède – leur modèle - elles ont baissé de 9 % en 3 ans et ça continue

La retraite à points, comment ça marche :

- **Valeur d'achat du point :** pour un salaire de 1200 € si la valeur d'achat du point est de 10 € on aura 120 points. Ces points se cumuleront sur toute la vie active.
- **Valeur de service du point :** si on est retraité avec 12000 points et que la valeur de service du point est de 0,5 € on aura une pension de $12000 \times 0,5 = 600$ €

Donc 2 moyens pour faire baisser les pensions :

- **Augmenter la valeur d'achat du point :** au lieu de 10 € on peut le faire passer par exemple à 12 €. Au lieu de 12000 points on n'aura plus que 10000 points.
- **Diminuer la valeur de service du point :** au lieu de 0,5 € on peut la passer à 0,4 €.
- **Résultat** 10 000 points à 0,4 € = une pension de 400 € au lieu de 600 €, baisse de 33 %.

- La pension est calculée sur toute la vie professionnelle, dont les périodes à petit salaire.

Réforme « ultime » car réforme anti mobilisations :

Si on joue un peu chaque année sur la valeur d'achat et la valeur de service, c'est une érosion continue qui mobilise beaucoup moins qu'une réforme brutale comme en 1995, 2003, 2010.

❖ Plus d'âge pour prendre sa retraite.

- Il y aura un âge minimum (62 ans pour l'instant) et c'est tout. Il n'y aura plus d'âge de la retraite, **uniquement des décisions dites « individuelles », mais imposées par la baisse des pensions.**
- Une fois à la retraite... on continue avec le cumul emploi retraite pour boucler le mois.

PAS DE CAPITALISATION (*) ? Intox, c'est le but de la réforme !

- La baisse des pensions incite ceux qui peuvent à prendre des fonds de pension, ainsi que la loi Pacte. L'Union européenne crée des fonds de pension européens.
- Le rapport Delevoye bloque l'acquisition de points des cadres au-delà de 10000 € / mois (chiffre qui baissera), les incitant à prendre des fonds de pension.

❖ Faux débats pour masquer les vrais enjeux :

- De multiples débats et « concertations » sont lancés sur les **conséquences** de la réforme, qui serait supposée gagnante, qui serait supposée perdante,... pour ne pas discuter de ce qui est « **non négociable** » : les **POINTS !**
- C'est une minable tentative de **division** et une volonté d'engluer les « partenaires sociaux » dans une « concertation » ...jusqu'à ce que la **procédure accélérée soit enclenchée au Parlement avec vote final... en juillet 2020.**

Vrai mensonge : les 17 millions de retraité-e-s ne seraient pas concerné-e-s !

Les retraités sont directement concernés car le **budget retraites de 325 milliards est déjà jugé trop élevé.**

- **Avant le démarrage de la réforme (1^{er} janvier 2025)** il faut couper 10 – 15 milliards au nom de la « règle d'or », y compris de nouveau en 2020.
- **Toutes les caisses de retraite disparaîtront.**
- **La valeur du point pourra baisser à tout moment pour ceux qui sont à la retraite.**
- **La réversion aussi (budget 36 milliards, presque nul en Suède)**

Voici le cœur de la réforme, la « *gouvernance innovante* »

La « *gouvernance innovante* » donne tous les pouvoirs aux gouvernements dans le cadre des « semestres » et conseils européens, de la « règle d'or ».

Le gouvernement pourra revenir sur toutes les promesses faites avant le vote de la réforme.

Le pilotage, comment ça marche :

Ce pilotage sera **cadre budgétairement** par le gouvernement, dans le cadre du semestre européen qui coordonne les budgets et réformes des différents Etats:

- « **Tous les 5 ans, des projections sur un horizon de 40 ans... (!!!).**
- « **dans le cadre des lois financières, le Gouvernement pourra présenter au Parlement les modifications ayant trait aux conditions d'ouverture des droits (âge légal, dispositifs de départs anticipés) ainsi qu'aux dispositifs de solidarité (périodes assimilées, droits familiaux, minimum de retraite, etc.) ».** Donc on remet TOUT en cause.
- « **Enfin, le Gouvernement, en ce qu'il détermine et conduit la politique de la Nation, sera toujours libre de proposer tout projet de réforme ayant des incidences sur les équilibres financiers du système de retraite ».**
- « **Un pilotage dans le respect d'une règle d'or ».** Impossible de faire pire comme réforme.

Ils se donnent tous les outils pour raboter tous nos droits n'importe quand :

Le montant des pensions, l'âge légal de départ à la retraite, la pénibilité, les dispositifs de solidarité, le minimum vieillesse, la réversion, ... dépendront des « prévisions » à 40 ans « d'experts indépendants », des décisions des conseils européens, des « marchés »...

TOUT ce qu'on nous raconte dans les « concertations » pourra être rayé à tout moment.

Nouveau rôle des syndicats : exercer « la gestion opérationnelle ».
C'est l'opposé de la Sécurité sociale d'Ambroise Croizat :

- **Les syndicats** devront prendre la responsabilité devant les salariés et retraités de baisser les pensions, ou d'obliger à travailler plus longtemps ... :
- Dans le cadre de la trajectoire définie par le Parlement et le Gouvernement », les syndicats devront ... se prononcer sur la revalorisation des retraites, la détermination de la valeur du point, la détermination de l'âge du taux plein par génération, la proposition des taux de cotisations, l'utilisation des réserves financières ».*
- Encore pire que la cogestion, **Inacceptable !**

La manipulation de quelques citoyens n'a rien à voir avec la démocratie.

Création d'un Conseil citoyen des retraites de 30 citoyens, sans pouvoir, face aux « experts » :

« Les préconisations pourront être travaillées avec le comité d'expertise **qui indiquera aux citoyens** les conditions de faisabilité de leurs propositions, **ou validera** avec eux les hypothèses de travail ».

❖ **Pillage des réserves des régimes de retraite.**

Les différents régimes ont des réserves, comme par exemple l'Agirc-Arrco qui a 60 milliards de réserves. Elles seront absorbées autoritairement.

❖ **COMMENT LUTTER VICTORIEUSEMENT ?**

« **Négociation ? Mettez le rapport Delevoye à la poubelle** », Philippe Martinez

CGT, FO, FSU, Solidaires,... ont exprimé leur opposition à la disparition de différents régimes.

- L'enjeu c'est un **choix de société, un rapport de force national global**, contre le néolibéralisme, contre le MEDEF, contre Macron, contre l'Union européenne.

PREMIERE PRIORITE :

CONVERGER POUR LE MAINTIEN DES 42 REGIMES, POUR LE RETRAIT DE LA REFORME.

Macron martèle que le principe de sa réforme, les points, « *n'est pas négociable* ».

Donc c'est binaire : soit on accepte la retraite à points, soit on la refuse.

La réforme concerne tout le monde : jeunes, actifs, retraité-e-s, chômeurs, public, privé, régimes spéciaux, encore plus les femmes. Il faut faire **converger les luttes pour le retrait de la réforme.**

ENSUITE NEGOCIER SUR DES PROPOSITIONS DE RECONQUETE :

Depuis de Gaulle en 1967, puis Séguin – Balladur,... les régressions se sont accumulées. Une fois le rapport de force constitué, la réforme abandonnée, il faut reconquérir le terrain perdu, obtenir de nouvelles avancées.

« Yes we can », oui ensemble nous pouvons gagner !



LES BRAS M'EN TOMBENT



Voici la « Une » qu'a osé commettre le journal **Le Parisien** !

Décidément la presse aux ordres n'hésite devant aucune ignominie : le budget serait plombé par les mesures « Gilets jaunes ». En décembre dernier, nous les avions évoquées ces « mesures :

*Une augmentation de 100€ mensuels du SMIC ? Mensonge., en fait, d'une légère augmentation de la prime d'activité par anticipation du rattrapage promis, qui devait se faire en 3 fois

*Les retraités sont salués avec insistance... mais récupèrent des miettes : la hausse de la CSG est suspendue pour 2019 pour ceux dont le montant brut de la pension est inférieur à 2000€

*Enfin la défiscalisation des heures supplémentaires. Qui peut mieux en parler que Castaner, avant qu'il soit ministre ? Je cite : « La défiscalisation des HS, c'est 4 milliards de coût et 100 000 emplois perdus, ne l'oublions pas ».

Et Macron l'avait clairement dit : pas de rétablissement de l'ISF (ce qui aurait fait du bien au budget) et rien sur l'exil fiscal. Quant à la fraude fiscale à laquelle on ne s'attaque pas, c'est 80 milliards par an !

Dire que « Le Parisien » appartient au groupe LVMH explique bien des choses...

ACTUALITE SOCIALE

GREVE AUX URGENCES

Par Marie BERTHOMMIER

Avant les congés d'été, de nombreux services d'urgence se sont mis en grève. Les vacances n'ont pas brisé ce mouvement : durant la période estivale, la grève a gagné plus de 200 services soit plus de la moitié des urgences sur le territoire métropolitain. Une ampleur jamais égalée ; pas un jour sans qu'un nouveau service débraye ou sans que les grévistes reçoivent un nouveau soutien.

Cette situation n'est pas le fait du hasard. Elle est la conséquence des insuffisances budgétaires qui se sont amplifiées d'années en années pour atteindre l'insupportable. Les médecins urgentistes, à travers leur association et l'intersyndicale des praticiens hospitaliers, ont rejoint le mouvement des soignants. Leur message est simple : « On veut la réouverture des lits, la réembauche de tout le personnel qui a été supprimé au fil du temps et une revalorisation correspondant au rattrapage de 10 ans de blocage des salaires ». Quant à la CME (Commission médicale d'établissement) de l'AP-HP qui n'est pas un repaire de gauchistes, elle déclare que « toutes les structures hospitalières sont concernées par une sous-dotation financière qui s'aggrave chaque année. » et exige

« un financement revu pour assurer convenablement le service public hospitalier (le SPH). »

Partout le ressenti est le même, des aides-soignants aux médecins, en passant par les pompiers, acteurs également des prises en charge d'urgence. D'abord ils se sentent « méprisés, exploités, rabaissés, cassés ». « Y en a marre » crient-ils. Il faut dire qu'en matière de mépris, Macron et ses sbires sont des maîtres. Cette attitude récurrente vis-à-vis des Français, n'épargne bien entendu pas le service public qu'ils se sont fixé pour but de faire disparaître. Et le service public hospitalier est, depuis le début du mandat, dans la ligne de mire.

De plans dit d'économie en plans d'austérité, la part des dépenses consacrée à l'hôpital public est devenue, en France, la plus faible des pays développés : 3,6%. Quelle performance pour un pays qui, au sortir de la guerre et sur un territoire dévasté, avait trouvé les ressources pour créer la Sécurité sociale et construire un réseau dense d'hospitalisation publique, de l'hôpital rural de proximité au plus grand CHU du monde : l'AP-HP !

Et puis Buzin a annoncé son « plan » : pas d'embauches, pas d'ouvertures de lits, pas de coup de pouce budgétaire. Aurait-elle voulu donner un élan à la mobilisation qu'elle n'aurait pas mieux fait. Les grèves s'amplifient ; la résolution se raffermirait. Unanimement les personnels des urgences ont compris : les 750 millions sont trouvés selon le principe habituel, déshabiller Pierre pour habiller Paul. Même la CME de l'AP-HP relève que « ces mesures sont intégralement financées par imputation au budget actuel des hôpitaux ».

Pas de coup de pouce aux salaires non plus. Seulement une prime « de coopération » de

80€ pour les personnels infirmiers qui réaliseront des tâches par délégation des médecins. Les infirmiers ne veulent pas faire le travail des médecins mais simplement avoir les moyens de faire le leur correctement.

Cet été des SMUR, des services d'urgence ont dû fermer faute de moyens. Comme le dit si bien le slogan : « **Ce n'est pas parce que nous sommes en grève que vous attendez. C'est parce que vous attendez que nous sommes en grève.** »

La mobilisation continue.

COUP DE GUEULE

L'urgence, c'est que Greta THUNBERG retourne à l'école !

Par Françoise DAL

La mobilisation de la jeunesse pour le climat doit être prise au sérieux ; il ne faut pas la traiter comme un caprice d'adolescent ; ceux sont des millions de jeunes de 156 pays du Canada jusqu'à l'Australie en passant par le Brésil, le Sénégal l'Afghanistan ou encore les Philippines qui se sont « soulevés » pour tenter de convaincre leurs chefs d'état et de gouvernement à accélérer la lutte contre le changement climatique.

Par contre, je me refuse de cautionner la méthode qui consiste à **faire grève de l'école** pour le climat et les raccourcis saisissants qui sont pris pour la justifier ainsi que la pauvreté des arguments utilisés

La colère de Greta THUNBERG à l'ONU est mauvaise conseillère et il ne faut pas être surpris qu'elle déchaîne des passions contre productives du but recherché ; la colère rend laids les propos tenus

ressentis comme arrogants et pauvres en propositions ; les larmes n'émeuvent pas car elles sont théâtrales et moyen de manipulation...encore

Mais après tout, les grands ce monde doivent aimer ce type de spectacle pour mieux s'offusquer par la suite de se faire traîner en justice par un groupe d'adolescents dont on tire les ficelles !

Ce cirque médiatique dessert fortement **la lutte contre le changement climatique** comme si tout était orchestré pour ne pas parler de l'essentiel à savoir les dégâts scandaleux **du libéralisme mondialisé**, le pillage programmé des ressources naturelles par les multinationales en Afrique, les accords commerciaux (CETA, MERCOSUR) qui détruisent notamment les politiques

agricoles raisonnées (Soja Transgénique, Huile de palme, destruction de la forêt amazonienne), les migrations climatiques (pour n'évoquer que celles là...), les ajustements structurels du FMI et de la Banque mondiale qui ont comme vocation première de supprimer de près ou de loin tout ce qui s'apparente aux services publics dans les pays émergents etc...

Brandir comme arme de guerre contre les « hommes qu'on nomme grands » la grève de l'école est un luxe d'enfants occidentaux qui pour la plupart ont du mal et je ne les blâme pas - à se départir de la société de consommation et de l'immédiateté ; comme il serait heureux qu'ils sachent que pour une paire de NIKE achetée 80 dollars aux USA le coût de la main d'œuvre est de 3 dollars....



Alors je pense à tous ces enfants privés d'école à travers le monde, à ceux qui font parfois des 10 aines de km à pieds par jour pour y aller (Très beau reportage « Chemin de l'école Chemin de tous les dangers » en Himalaya) ; je pense à toutes ces filles qui n'y vont pas enchaînées par le joug des traditions et ou de la religion

J'aurais dit que **l'éducation**, est un acte de foi en l'autonomie et en la raison ; l'émancipation des peuples passe par leur éducation ; la libération des femmes de leur soumission imposée aussi

Voilà pourquoi Greta THUNBERG doit vite retourner à l'école pour mieux appréhender les mécanismes qui fondamentalement contribuent à réchauffer ou à refroidir la planète, pour construire des argumentaires

solides et des solutions réalistes et durables en matière
d'écologie puisque c'est son sujet de prédilection ;c'est

comme cela qu'elle passera de l'invective inutile à
l'efficacité dans l'action.....et qu'elle grandira !

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires
par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS